



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2883
3 novembre 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Gaza, un peuple assassiné

La politique d'Israël au service de l'impérialisme

Pages 2, 6 à 9



Vie chère

**Augmenter et
indexer les salaires**

Page 5

Loi immigration

**Une attaque contre
tous les travailleurs**

Page 3

Grève aux États-Unis

**La force de la
classe ouvrière**

Page 16

Leur société

- Quartiers populaires : un mépris Borné 3
- Loi immigration : une attaque contre tous les travailleurs 3
- Accès à l'IVG : toujours plus difficile 3
- Budget de la Sécurité sociale : une attaque contre le droit à la santé 4
- Ehpad : des économies révoltantes 4
- Île-de-France : chasse aux pauvres, place aux Jeux ! 4
- Contre l'inflation : hausse générale et indexation des salaires ! 5
- Baccalauréat professionnel : les ministres persistent et signent 5
- Langue française : un musée ouvert, combien de classes fermées ? 5

Guerre au Moyen-Orient

- Macron, un nain dans le jardin de l'impérialisme américain 6
- Derrière Netanyahu, l'armée 6
- Israël, bras armé de l'impérialisme 7
- Palestiniens, les damnés de la Terre 8
- La révolution, seule voie de salut pour les Juifs (Léon Trotsky, 1940) 8
- En Algérie, le pouvoir face aux manifestations de solidarité avec les Palestiniens 9
- Industrie d'armement israélienne : une co-entreprise américaine 9

Dans le monde

- Kazakhstan : morts à la mine et profits 16
- États-Unis : victoire partielle d'une grève partielle 16
- La tactique syndicale et les potentialités de la grève 16

Il y a 100 ans

- Hambourg 1923 : la défaite de l'Octobre allemand 10

Dans les entreprises

- Sanofi 11
- Claas tracteurs - Le Mans 11
- Intermittents 11
- Centre de distribution du courrier - Thourotte 12
- Atelier RATP Fontenay-sous-Bois 12
- Transdev - Chelles 12
- Michelin - Clermont-Ferrand et Blavozy 13
- Fontaine-Pajot Charente-Maritime 13
- Dufour Yachts - Périgny 13
- CAF - Metz 13
- Travailleurs sociaux Perpignan 14
- Airbus - Marignane 14
- Satys - Marseille 14
- Bassin industriel de Saint-Nazaire 15

Agenda

- Les fêtes régionales de Lutte ouvrière 3

Silence, on assassine un peuple !

À Gaza, depuis trois semaines, l'armée israélienne massacre indistinctement hommes, femmes, enfants, vieillards et malades... Combien sont-ils à avoir perdu la vie ? 8 000 ? Combien de disparus sous les décombres, combien d'autres tués faute de soins, par ce blocus impitoyable, et combien de vies brisées par ce carnage ?

« *Chacun attend son tour pour mourir* », a témoigné, désespéré, un habitant de Gaza qui a écrit son numéro de téléphone et leur nom sur le corps de ses enfants à même la peau, pour qu'ils puissent être identifiés en cas de bombardement.

Mais ni Biden, ni Macron, ni aucun autre dirigeant des grandes puissances occidentales ne parlera de barbarie ou de terrorisme. Ces termes sont réservés au Hamas. Le massacre méthodique de l'armée israélienne est appelé « guerre ». Et cette guerre est en train de s'intensifier avec des opérations terrestres dans la bande de Gaza.

Seuls les États-Unis pourraient retenir le bras d'Israël. Ils ne le font pas, parce que, depuis des décennies, l'État d'Israël est leur allié le plus sûr dans la région. Et cela n'a rien à voir avec la nécessité de protéger le peuple juif, victime du plus grand génocide du XX^e siècle. C'est, comme toujours, pour des intérêts bien calculés.

À de multiples reprises, l'État israélien a démontré aux grandes puissances qu'il pouvait relayer leurs intérêts. Armé et financé par les Américains, Israël est ainsi devenu le poste avancé de l'impérialisme, le plus fidèle et le plus fiable dans cette région cruciale pour le pétrole et le commerce.

Malgré la colonisation, la spoliation et l'oppression des Palestiniens, les États-Unis ont donc systématiquement couvert Israël. La France a suivi, tout en se distinguant par quelques gestes symboliques de compassion vis-à-vis des Palestiniens.

Alors, aujourd'hui, Netanyahu a les mains libres pour mener, comme il dit, « *une guerre existentielle, longue et difficile* ». Mais qui sait si cette fuite en avant guerrière restera circonscrite à Israël et la bande de Gaza ?

La Cisjordanie bouillonne. Le Liban, la Jordanie, le Yémen, la Syrie, voire l'Iran peuvent basculer ou être entraînés dans la guerre à tout moment. Les régimes arabes qui se sont rapprochés d'Israël ces dernières années sont sous la pression de leur population, et même les dictatures les plus féroces peuvent être déstabilisées.

Le mur d'incompréhension qui se dressait entre Juifs et Arabes va se trouver renforcé par

des dizaines de milliers de cadavres. Après cela, qui osera parler de paix ?

Quand les armes se tairont, ce sera la paix des cimetières et des prisons pour les Palestiniens, le temps qu'une nouvelle génération de révoltés reprenne le combat. Ce genre de paix-là n'en est une pour personne. Même pour les Israéliens, ce ne sera pas la paix. Car vivre avec la main sur la gâchette, ce n'est pas vivre en paix.

Depuis trois quarts de siècle, les dirigeants israéliens assurent aux Juifs qu'ils leur garantissent la paix et la sécurité. On voit aujourd'hui ce qu'il en est ! En 75 ans, le pays a été en guerre de façon quasiment ininterrompue. Tant que les droits des Palestiniens seront bafoués à Gaza, en Cisjordanie, en Israël, comme dans les nombreux camps de réfugiés au Liban, en Syrie ou en Jordanie, les Israéliens ne connaîtront pas la sécurité.

Pour parvenir à la paix, il ne suffira pas que les Palestiniens et les Israéliens se choisissent d'autres dirigeants et qu'ils abandonnent leur politique nationaliste consistant à éliminer le peuple voisin. Il faudra même plus que la reconnaissance du droit des Palestiniens à disposer de leur propre État : il faudra le renversement de l'ordre impérialiste.

Car celui-ci a non seulement créé et entretenu le chaos dans la région en multipliant des divisions artificielles, mais il condamne les peuples des pays pauvres à la misère, la dépendance et l'exploitation, comme c'est le cas pour la population travailleuse des pays du Moyen-Orient.

Derrière le droit des Palestiniens et des Israéliens à exister, il y a la cause de tous les travailleurs. Car la lutte contre l'impérialisme, c'est-à-dire contre le capitalisme, est le seul chemin qui permettra aux peuples de vivre réellement ensemble et sur un pied d'égalité au Moyen-Orient et à l'échelle du monde.

Ceux qui veulent agir pour mettre fin à l'engrenage sanglant ont un rôle à jouer : participer à la construction d'un parti pour renverser les exploiters à l'échelle internationale. Un parti capable de réunir travailleurs musulmans, juifs, chrétiens, athées... soucieux de lutter contre les divisions créées par le racisme et l'antisémitisme. Un parti défendant l'idéal d'égalité, de fraternité et de paix pour tous les opprimés de la planète. Un parti visant l'édification de la seule société susceptible d'y parvenir : une société socialiste.

Nathalie Arthaud



Chars et soldats israéliens autour de Gaza.

AMIR COHEN REUTERS

Quartiers populaires : un mépris Borné

Les 26 et 27 octobre, la Première ministre a présenté un plan censé apporter des réponses, après les émeutes qui ont secoué les quartiers populaires suite à la mort de Nahel, tué par un policier le 27 juin dernier. En fait de réponses, Élisabeth Borne en a profité pour sortir un catalogue de mesures, au mieux démagogiques, au pire anti-pauvres.

Ainsi, les jeunes que le gouvernement considère comme des délinquants seraient placés obligatoirement dans des « unités éducatives de la protection judiciaire de la jeunesse » et pourraient être encadrés par des militaires, pour leur apprendre à marcher droit et à obéir. Ces structures, si elles voient le jour,

s'ajouteraient aux centres éducatifs fermés, aux quartiers pénitentiaires pour mineurs et autres unités d'enfermement.

Mais la mesure principale du plan Borne vise les parents de jeunes responsables d'actes de délinquance, qui devraient faire des stages de « responsabilité parentale ». Avec un

mépris sans limites, ces politiciens au service du capital veulent faire la leçon à celles ou ceux qui font ce qu'ils peuvent pour élever des enfants, avec un salaire au rabais, des horaires décalés, des trajets à rallonge. Il serait également question d'amendes à payer ou de dégradations à rembourser, sans oublier les expulsions de logements HLM.

Et, comme si cela ne suffisait pas, la ministre a annoncé le lendemain que les foyers les plus précaires, qui devraient bénéficier du Droit au logement opposable (Dalo), ne pourraient plus

avoir de logements dans les quartiers prioritaires des villes, sous prétexte de mixité sociale. Il y a pourtant fort à parier que les 93 000 bénéficiaires du Dalo pour l'instant sans solution ne seront pas relogés dans les quartiers chics, et continueront à vivre dans des conditions indécentes.

Si le plan de Borne égrène les mesures punitives, il prétend tout de même se pencher sur l'éducation dans les quartiers populaires. Et voilà le gouvernement qui annonce fièrement l'ouverture des collèges de 8 heures à 18 heures dans les quartiers

prioritaires, en se gardant bien d'annoncer des moyens humains et matériels qui y donneraient un sens.

Les mesures annoncées sont en réalité difficilement applicables, mais le but principal du gouvernement n'est ouvertement pas d'agir pour ces quartiers. Par contre, agiter la trique pour les familles et brandir des mesures inefficaces mais aux allures répressives, cela permet de faire les yeux doux aux plus réactionnaires, sans rien changer à la dureté sociale des quartiers populaires.

Camille Paglieri

Loi immigration : une attaque contre tous les travailleurs

Lundi 6 novembre, le projet de loi sur l'immigration arrive en discussion au Sénat. Intitulé projet « pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration », il consacre l'essentiel de ses mesures aux moyens de faciliter les expulsions, en réformant le droit d'asile et en supprimant un certain nombre de recours juridiques en cas d'expulsion.

Malgré ces propositions faites pour susciter l'adhésion des élus de droite et d'extrême droite, un article a déclenché la polémique : celui qui prévoit la possibilité de régulariser des travailleurs exerçant dans des métiers dits en tension comme la restauration ou le bâtiment, où les patrons auraient du mal à embaucher.

Des milliers d'immigrés travaillent déjà dans des métiers où leur place est précaire et leurs tâches souvent les plus dures et les plus mal payées. Beaucoup d'entreprises ne pourraient pas fonctionner sans eux. Régulariser leur présence tout en multipliant les conditions d'obtention – durée du séjour, maîtrise du français, etc. – pourrait, dans l'optique du gouvernement à

l'écoute du patronat, améliorer la situation et fluidifier le « marché du travail ».

Ces propositions de régularisation au compte-gouttes et au rabais ont enflammé la polémique dans le petit monde politique. Retailleau, président des sénateurs LR, a hurlé au « chaos migratoire », Darmanin, ministre de l'Intérieur et auteur du projet, a insisté sur les possibilités d'expulsion de tous ceux « qui méritent de retourner dans leur pays parce que ce sont des dangers en puissance ». Assimiler étrangers et délinquants, puiser dans le marécage des idées xénophobes et antiouvrières, c'est ignoble et classique pour tenter de trouver une majorité à ce projet, qui serait le 29^e du genre depuis 1980.



Le 17 octobre, des travailleurs sans papiers en lutte à Pontault-Combault.

Mais c'est surtout une énième tentative d'essayer de diviser les travailleurs. Qu'ils soient français ou étrangers, leur sort est lié : la précarité, les bas salaires qui pèsent particulièrement sur les travailleurs étrangers font pression sur le sort de tous. Et quand des travailleurs se mobilisent, comme le font en ce moment les sans-papiers, notamment sur les chantiers des jeux Olympiques, ils montrent la voie à suivre face au patronat.

Sylvie Maréchal

Accès à l'IVG : toujours plus difficile

Le 29 octobre, Macron a annoncé qu'un projet de loi serait déposé en vue de l'inscription dans la Constitution de la liberté des femmes à avorter.

La remise en cause du droit à l'avortement par la Cour suprême des États-Unis en juin 2022 a poussé des associations féministes à vouloir inscrire ce droit dans la Constitution française.

Aujourd'hui, Macron reprend l'initiative. Mais la difficulté principale vient des conditions matérielles qui s'imposent aux plus de 200 000 femmes ayant recours chaque année à l'IVG.

Il y a de moins en moins de centres de planning familial, de maternités où se pratiquent ces actes. Des médecins imposent parfois jusqu'à trois rendez-vous aux femmes pour un avortement médicamenteux,

alors qu'un seul devrait suffire. D'autres refusent de les pratiquer. Des cliniques privées s'en détournent parce que cela ne rapporte pas suffisamment.

Au moment du confinement, de nombreuses femmes n'avaient pu avorter dans les délais légaux. La loi, au départ provisoire, a finalement permis de porter le délai légal de 12 à 14 semaines. Mais, malgré cette modification, les femmes sont toujours en difficulté pour recourir à l'avortement.

Et ce n'est pas une ligne supplémentaire dans la Constitution qui y changera quoi que ce soit.

Inès Rabah

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Besançon

Samedi 4 novembre à partir de 15 heures

Grand Kursaal

Débat avec Nathalie Arthaud à 17 h 30

Dijon

Dimanche 5 novembre à partir de 12 heures

Espace Jean Bouhey à Longvic

Débat avec Nathalie Arthaud à 16 heures

Compiègne

Samedi 11 novembre à partir de 16 heures

Salles des fêtes de Margny-lès-Compiègne

Débat avec Jean-Pierre Mercier à 18 h 30

Bordeaux

Dimanche 12 novembre de 11 heures à 19 heures

Château du Diable, salle Victor Hugo, à Cenon

Débat avec Nathalie Arthaud à 14 h 30

Budget de la Sécurité sociale : une attaque contre le droit à la santé

Sous prétexte de réaliser des économies, le gouvernement tente de faire adopter à l'Assemblée nationale plusieurs attaques directes contre le droit des travailleurs à se soigner.

Il prévoit ainsi la possibilité de suspendre les indemnités journalières d'un salarié quand un médecin appointé par l'employeur juge un arrêt de travail injustifié. Il s'agit là d'une mesure visant à contraindre un salarié à continuer à travailler, au mépris de sa santé et de l'avis de son médecin.

Le gouvernement envisage aussi le doublement du reste-à-charge sur chaque médicament, passant de 50 centimes par boîte à un euro. Avec son mépris habituel, il prétend « responsabiliser » les patients, alors même que cela concerne des médicaments remboursés et donc prescrits par un médecin. Il ne s'agit pas de

« responsabiliser » mais de dévaliser les patients.

Dans le même ordre d'idées, le reste-à-charge à chaque consultation médicale passerait d'un à deux euros. Le gouvernement prétend qu'un plafond de 50 euros par an limiterait son impact. Il n'y a que dans les milieux de la bourgeoisie qu'une somme de 50 euros par adulte est considérée comme insignifiante. Et ce montant pourra être augmenté régulièrement. Le

forfait hospitalier, instauré en 1983 sous Pierre Mauroy, a ainsi été augmenté plus de vingt fois, passant de trois à vingt euros par jour.

Aujourd'hui 29% des patients ont déjà renoncé à des soins par manque d'argent. Les soins dentaires et d'optique sont les premiers concernés en raison du moindre remboursement. Le gouvernement veut en fait réserver le droit à la santé aux plus riches.

Il a dégainé pour la quinzième fois le 49-3, pour faire adopter sans discussion son projet, expliquant que, de toute façon, le montant des franchises serait défini par voie réglementaire.

Ce n'est pas au Parlement, ce moulin à paroles aujourd'hui privé de son, que se trouvera l'opposition à ces mesures scélérates, mais dans le monde du travail.

Christian Bernac

Ehpad : des économies révoltantes

Un an après le scandale Orpéa, neuf mois après un rapport de la défenseure des droits, une enquête de l'association 60 millions de consommateurs alerte sur les conditions dans lesquelles sont nourris les résidents en Ehpad.

En général, l'équilibre nutritionnel des repas est paraît-il garanti, même si les Ehpad dépensent en moyenne six euros par résident et par jour pour couvrir l'ensemble des repas. Ce montant descendrait même à trois euros dans les établissements privés. Difficile, avec de tels budgets, d'imaginer une grande quantité, une grande qualité ou une grande diversité de menus proposés!

Des conditions de vie dignes ne se résument pas au respect d'une grille nutritionnelle. L'attention portée au goût des repas ou à leur présentation témoigne aussi du respect qu'on accorde aux personnes âgées.

Or les repas sont souvent insipides. Pour limiter le personnel, il faut faire vite, ce qui implique souvent de mixer les aliments... les ingrédients ne sont alors reconnaissables ni à l'œil ni au goût, et les termes fleuris qui figurent sur les menus semblent venus d'une autre planète. Les résidents n'ont en général pas le moindre choix, en dehors d'alternatives fixes du type « jambon-pâtes » ou « potage au pain de mie ».

L'enquête souligne également que les douze heures maximum d'écart entre le dîner et le petit-déjeuner, fixés par les gériatres, sont dépassées dans trois cas sur quatre. Tout ceci explique

l'ampleur de la dénutrition en Ehpad, qui toucherait trois résidents sur dix, avec un fort impact sur la santé physique et mentale des personnes prises en charge, déjà vulnérables en raison de leur perte d'autonomie et du départ de leur domicile.

Le rapport publié en janvier par la défenseure des droits recommande au moins huit soignants et animateurs pour dix résidents aux moments clés de la journée. Avec six personnes pour dix résidents pendant les repas, les établissements sont loin du compte, d'autant que ces chiffres incluent le personnel administratif. Cette situation est encore aggravée par le turnover et les nombreux arrêts engendrés par la pénibilité des conditions de travail et le décalage entre la façon dont il faudrait prendre soin des résidents et ce que les soignants sont réellement en mesure de faire.

Le problème des conditions de vie et de travail dans les Ehpad est dénoncé depuis longtemps, dans les médias comme par les travailleurs, mais l'avidité des actionnaires continue de régner dans le secteur privé. Dans le public, les restrictions budgétaires font là aussi leur œuvre, avec des conséquences encore plus dramatiques depuis l'explosion des prix alimentaires.

Dans une société guidée par le profit, la vie des anciens ne compte pas pour grand-chose, de même que celle des travailleurs auxquels ils sont confiés.

Sacha Kami



Dimanche 29 octobre, placardage d'affiches aux abords du siège du comité d'organisation des JO de Paris 2024, à Saint-Denis.

Île-de-France : chasse aux pauvres, place aux Jeux !

Le collectif Le revers de la médaille, qui regroupe plusieurs dizaines d'associations, a dénoncé samedi 28 octobre à Saint-Denis le « nettoyage social » que l'approche des jeux Olympiques génère déjà en région parisienne.

Le « nettoyage » de certaines rues du nord de Paris avait déjà été mis en œuvre par Darmanin début octobre, voulant interdire les distributions alimentaires pour les plus précarisés, migrants et sans-abri, et les chassant de leurs campements. Mais cela s'étend bien au-delà. Selon le collectif Schaeffer, quelque 4 100 Africains ont été déplacés de leur foyer ou de leur squat, pour faire de la place aux constructions du Village olympique. À L'île-Saint-Denis, 500 personnes ont été expulsées de leur lieu de vie et, depuis six mois, 1 600 ont été transférées dans des SAS de province. Trois mille places ont été fermées dans les hôtels sociaux, où les sans-abri

pouvaient trouver une place, même si celle-ci était éphémère.

De plus, dénonce Paul Azoulay, le porte-parole du collectif, les gens ne sont jamais prévenus avant les expulsions : les policiers arrivent en nombre, détruisant les meubles, les tentes ou les abris de fortune. Ces gens chassés brutalement n'ont d'autre choix que de monter dans des bus en direction de la province.

Alors oui, il s'agit bien d'un nettoyage social, dont le but est de vider l'Île-de-France des populations précarisées afin de donner aux spectateurs des JO une image idéalisée, mais surtout falsifiée, d'un Paris-ville lumière.

Marianne Lamiral



Repas en Ehpad.

Contre l'inflation : hausse générale et indexation des salaires!

« Nous sommes en train de sortir de la crise inflationniste, c'est un succès pour la politique économique du gouvernement », se rengorge Bruno Le Maire, alors que l'inflation calculée en octobre sur un an n'est « que » de 4%.

Ce serait un gag d'entendre une fois de plus que la hausse des prix... baisse, si ce n'était pas de plus en plus difficile de boucler un budget pour un travailleur ou pour une famille. En effet les chiffres sont là, même s'ils ne sont pas nécessaires pour constater que la fin de mois côté porte-monnaie arrive de plus en plus tôt. Halloween oblige, l'UFCV choisit de signaler la hausse de 21% en un an du prix des bonbons. Mais ce sont tous les prix qui pèsent sur les budgets ouvriers.

Et si le ministre ose se satisfaire des 7,7% de hausse

sur un an des prix alimentaires annoncés par l'Insee, ce n'est évidemment pas le cas de ceux qui en sont à calculer au plus près, voire à se restreindre. Les hypermarchés en sont d'ailleurs, pour sauver leur chiffre d'affaires, à proposer désormais des produits en petit conditionnement, des steaks hachés à l'unité ou des plaquettes de beurre de 200 grammes au lieu des traditionnels 250 grammes. À l'Assemblée nationale, le gouvernement, pour sa part, s'est contenté de faire avancer les dates prévues pour les nouvelles négociations

entre distributeurs et industrie agroalimentaire, sorte de danse de la pluie pour ralentir la hausse des prix.

La difficulté croissante ressentie par la population, qu'elle perçoive un salaire, une pension ou une allocation, c'est le grand écart, de plus en plus sportif, entre le pouvoir d'achat et les factures à régler. Le quasi-blocage des salaires et pensions depuis des années a creusé un gouffre dans les budgets des travailleurs, et ce n'est pas seulement aux hausses qu'ils doivent faire face, mais aux dettes.

Assez des simagrées du gouvernement sur ses efforts mythiques et leurs résultats pitoyables! Sans même qu'il soit besoin des enquêtes menées par des



militants dans les entreprises, chacun sait qu'il manque 400 ou 500 euros par mois sur la paye. Les travailleurs n'ont que leur salaire face à la hausse des prix, de l'alimentation, de l'énergie, du carburant, du loyer, des produits manufacturés. Une augmentation générale, et uniforme, des

salaires et des pensions s'impose, accompagnée d'une indexation qui les accroche automatiquement aux prix. Et les seuls assez nombreux, assez déterminants, et qui devront se mobiliser pour l'exiger et l'obtenir, c'est l'ensemble des travailleuses et travailleurs.

Viviane Lafont

Baccalauréat professionnel : les ministres persistent et signent

Le gouvernement vient de présenter la réforme des lycées professionnels pour l'année de terminale. Voulant l'imposer à la hussarde, il veut l'appliquer dès la rentrée prochaine. Érigée en « cause nationale » par Macron, c'est la casse nationale de la voie professionnelle qu'elle accélère.

Les syndicats ont à juste titre dénoncé le recyclage en pire de l'échec de la réforme du bac général. En effet le ministre Blanquer avait avancé les épreuves de spécialité de juin à mars pour l'enseignement général et technologique mais, devant le fiasco, le gouvernement a fait machine arrière en août dernier et

rétabli les épreuves en juin. Mais un désastre ne valant que s'il est partagé par tous, le gouvernement a maintenant décidé de l'appliquer aux lycées professionnels. Les épreuves ponctuelles de français, histoire-géographie, économie-droit, seraient ainsi avancées de juin à mars. Et l'année scolaire serait

donc raccourcie de trois mois. Concrètement, tous les élèves de terminale seraient envoyés en stage en entreprise pendant six semaines. Puis ceux qui souhaitent poursuivre leurs études auraient droit à des ersatz de « méthodologie et culture générale ». Pour les autres, ils repartiraient à nouveau six semaines en stage jusqu'à la fin de l'année scolaire. Circulez, il n'y a plus rien à étudier!

De plus, la concurrence sera rude pour trouver des stages correspondant à la formation réelle. En

revanche, cela pourra représenter une aubaine pour des patrons à la recherche d'une main-d'œuvre gratuite.

Le bac pro était obtenu jusqu'en 2009 au bout de quatre ans d'études, ramenées ensuite à trois ans. Ce cycle est à nouveau amputé, tout en ayant subi la fonte du nombre d'heures de cours hebdomadaires, en particulier dans les matières générales.

Le prolétariat parisien, en instaurant sous la Commune de Paris en 1871 l'enseignement à la fois général

et professionnel pour les filles et les garçons, proclamait fièrement qu'il devait être « intégral, c'est-à-dire cultiver à la fois dans le même individu l'esprit qui conçoit et la main qui exécute. » « L'avenir appartient au savoir », affirmaient les Communards avant d'être écrasés. 150 ans plus tard, la classe bourgeoise continue de sacrifier la formation et le savoir des futurs producteurs. L'avenir appartient toujours au savoir, mais plus à la bourgeoisie!

Christian Bernac

Langue française : un musée ouvert, combien de classes fermées?

Lundi 30 octobre, au château de Villers-Cotterêts, où François 1^{er} avait édicté l'obligation d'utiliser le français dans les textes juridiques, Macron a inauguré la Cité internationale de la langue française.

Le président a évidemment disserté sur l'universalité de ladite langue, sa beauté, sa clarté, etc. Il a révoqué toute utilisation de l'écriture inclusive, en accord avec la majorité sénatoriale qui votait au même

moment l'interdiction de cette perversion moderne, disent-ils. Il ne s'est en revanche pas étendu sur les propres chiffres de son administration qui indiquent que 20% des enfants quittent l'école primaire sans savoir lire, écrire et compter. Il est évidemment moins onéreux de défendre et illustrer la langue française par des discours pompeux et des pince-fesses inauguraux que de se donner les moyens de l'enseigner aux enfants

qui en ont besoin.

L'État aura quand même trouvé 211 millions d'euros, plus huit millions par an de budget de fonctionnement, pour financer un musée dont personne ne voit vraiment l'utilité. Certains prétendent que cette institution n'existe que pour pouvoir être un jour rebaptisée du nom de son auguste promoteur, Emmanuel Macron.

Des mauvaises langues, sans doute.

P. G.

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 235 (novembre 2023):

- Moyen-Orient: la guerre permanente, condition du maintien de la domination impérialiste
- La grève dans l'automobile aux États-Unis
- Mondialisation, relocalisations et protectionnisme:
- les formes contradictoires de la guerre économique
- Créole et politique en Martinique et en Guadeloupe
- Les drogues, produits et fléaux de la société capitaliste

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres.



Macron, un nain dans le jardin de l'impérialisme américain

En déplacement en Égypte mercredi 25 octobre, Emmanuel Macron a annoncé l'envoi d'un navire de la Marine nationale au large de la bande Gaza. Le but ? « Apporter notamment un soutien humanitaire aux populations civiles », a annoncé le ministère des Armées.

L'alibi humanitaire est bien mince pour dissimuler la volonté du petit impérialisme français de jouer sa carte dans le brasier rallumé au Proche-Orient.

La veille, lors de sa visite en Israël, Macron avait assuré Netanyahu de son soutien inconditionnel au massacre commis à Gaza. Il avait alors appelé, sans être ni compris ni suivi, à utiliser contre le Hamas la coalition qui s'était montée contre Daech.

Pour exister dans ce

monde impérialiste dominé par les États-Unis, il a ensuite essayé de faire l'original et prétendu à une certaine indépendance d'esprit, histoire de se ménager des opportunités auprès des dirigeants du monde arabe et une réputation de bon samaritain vis-à-vis de son opinion publique.

Aussi l'ambassadeur de France a-t-il voté une résolution à l'ONU – les États-Unis votant contre – pour « une trêve humanitaire immédiate » entre le Hamas et

Israël, qui ne pèsera guère que le poids du papier sur laquelle elle a été écrite. Les formulations pour justifier l'expédition du navire-hôpital *Tonnerre* vers Gaza relèvent du même registre : le gouvernement français annonce l'envoi de moyens médicaux par souci humanitaire, puisque le bâtiment en question dispose d'un hôpital de soixante lits. Pour l'heure, le bateau n'accostera pas le long de l'enclave de Gaza et on parle de rotations par hélicoptère pour secourir des blessés, ce qui prêterait à rire si la situation n'était si tragique.

Pour les quelque 2,3 millions de Palestiniens enfermés à Gaza sous les bombes, alors que les morts et les



Le *Tonnerre*, envoyé sur la côte de Gaza.

blessés se comptent par milliers, ce prétendu secours est dérisoire. Derrière l'alibi humanitaire se dissimule bien mal une opération militaire puisque le *Tonnerre* est surtout un bâtiment de guerre et sera accompagné par deux frégates équipées de tout leur arsenal. Le but de l'impérialisme français est bien d'exister à côté de l'armada que les États-Unis déploient en Méditerranée, d'un niveau inédit paraît-il. L'objectif serait de former une « bulle » navale autour d'Israël, sachant que chaque porte-avions est armé pour

assurer une protection sur un territoire grand comme la France, et d'être prêt à lancer la foudre si le Hezbollah libanais ou l'Iran venaient à s'engager dans la guerre, ce qu'ils ne semblent d'ailleurs pas prêts à faire.

Dans la bulle américaine, l'armée israélienne peut continuer de massacrer les Palestiniens de Gaza, et l'impérialisme français, qui ne pèse rien, jouer les mouches du coche d'une tragédie dont les populations du Proche-Orient seront toutes victimes, y compris en Israël.

Boris Savin

Derrière Netanyahu, l'armée



Netanyahu à la rencontre des soldats israéliens, le 19 octobre.

Malgré la pression à l'union sacrée, la cote de popularité de Netanyahu, le chef du gouvernement israélien, a dégringolé. Un institut de sondage, qui la mesurait à 43 % au mois de juin, la situe aujourd'hui à 18 %.

Mais Netanyahu pourrait aussi bien être remplacé par un autre dirigeant ayant plus de crédit dans la population, qui mènera fondamentalement la même politique guerrière, car au bout du compte c'est l'armée, c'est-à-dire l'appareil d'État qui décide.

Avant l'attaque du Hamas et le déluge de bombes déversées sur les Gazaouis, il y avait depuis le mois de janvier en Israël des manifestations importantes. Chaque samedi, des dizaines voire des centaines de milliers de personnes se rassemblaient pour dénoncer la réforme judiciaire qui aurait davantage laissé les mains libres à Netanyahu.

Mais après les attaques du Hamas, du jour au lendemain, la contestation a été remise à plus tard. Le leader d'un collectif national d'étudiants contre la politique du gouvernement, qui rassemblait 15 000 membres, a expliqué que son organisation, qui participait à la mobilisation contre Netanyahu, a « changé de nature », devenant une organisation de mobilisation pour la guerre. Car au même moment, le gouvernement annonçait la mobilisation de 350 000 réservistes.

Mais Netanyahu n'a pas vraiment profité de ce revirement de l'état d'esprit. En effet, c'est lui qui, aux yeux de la population, a dû

porter la responsabilité du fait que l'armée, et au-dessus d'elle le gouvernement, n'ont ni prévu ni empêché l'attaque du Hamas. Pour l'instant, unité nationale oblige, la plupart des dirigeants politiques de l'opposition n'ont pas pour autant demandé la démission de Netanyahu. Ils disent qu'il faudra « lui régler son compte » plus tard, « après la guerre ». Mais, que Netanyahu saute ou qu'il reste chef du gouvernement, avec la guerre enclenchée à Gaza, le pouvoir va de plus en plus glisser dans les mains des généraux. La semaine qui a précédé l'offensive militaire terrestre contre Gaza, le porte-parole de l'armée a déclaré que celle-ci était prête à l'action, sous-entendant que c'était le gouvernement qui l'empêchait d'agir.

Or, même si en Israël

l'armée est presque intouchable car pour beaucoup elle représente « le peuple en armes », fondamentalement, elle est au service des classes riches et des intérêts des grandes puissances qui soutiennent Israël, à commencer évidemment par les États-Unis.

Et de fait, si les jeunes réservistes d'à peine 20 ans montrés dans les médias sont fiers d'aller se battre, ils vont être entraînés dans une guerre qui n'est pas la leur. Beaucoup pensent sûrement aller défendre « leur patrie » qu'ils identifient presque à leur famille, mais ils devront obéir aux ordres de leurs généraux qui, eux, obéiront à ceux de l'impérialisme.

À Gaza, ces jeunes recrues vont aller risquer leur vie. Beaucoup n'en reviendront pas. Les autres seront détruits de l'intérieur par le sale boulot qu'ils auront été obligés d'accomplir. Et pour quelle perspective, si ce n'est un éternel recommencement guerrier ? Car c'est bien à cela que se résume l'histoire de l'État d'Israël et donc, qu'elle l'ait voulu ou non, de sa population. C'est l'impérialisme qui a profité de toutes les guerres passées entre Israël et les Palestiniens et les États arabes. Car, en dressant les peuples les uns contre les autres, il a jusqu'à présent maintenu intacte sa domination sur la région.

Pierre Royan

À lire ou à relire

- **Les dirigeants sionistes font la guerre aux Arabes... et au peuple israélien** (La guerre du Liban, juillet 1982 – 1 euro)
- **Israël : comment le sionisme a produit l'extrême droite** (CLT n° 67, 2 février 1996 – 1,50 euro)
- **Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (CLT n° 109, 1^{er} février 2008 – 2 euros)
- **Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme** (CLT n°137, 14 novembre 2014 – 2 euros)
- **Les Palestiniens : histoire d'un peuple qui a Israël pour adversaire et les États arabes comme ennemis** (CLT n°2, 25 novembre 1983 – 1,50 euro)
- **L'impérialisme français au Moyen-Orient** (CLT n°20, 24 octobre 1986 – 2 euros)
- **De la guerre des pierres à un État Palestinien** (CLT n°58, 8 octobre 1993 – 1,50 euro)

Israël, bras armé de l'impérialisme

« Les appels à un cessez-le-feu sont des appels à se rendre face au Hamas. Cela ne se fera pas », a déclaré Netanyahu, le 30 octobre. C'est dans le droit fil de ce qu'il répète depuis des semaines, en écrasant sous les bombes la population civile de Gaza.

Dès le lendemain de l'attaque dévastatrice du Hamas, s'adressant aux médias face au quartier général de l'armée israélienne, Netanyahu avait déjà martelé par trois fois : « Nous sommes en guerre. » De tels propos, on aurait pu les entendre un peu n'importe quand depuis au moins un demi-siècle, car la politique des gouvernements israéliens a toujours été de s'imposer par la force aux populations arabes de Palestine et des pays voisins.

Des guerres incessantes

En 75 ans d'existence, Israël a mené six guerres régionales : celle de 1948 qui suivit la création de cet État et l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens ; celle de 1956, où Israël soutint par les armes Paris et Londres contre l'Égypte qui avait nationalisé le canal de Suez ; celle des Six-Jours, en 1967, qui aboutit à l'occupation de Gaza, de la Cisjordanie, du plateau du Golan et du Sinaï ; celle du Kippour, en octobre 1973, contre l'Égypte et la Syrie ; l'invasion du Liban en 1982, avec les massacres des camps de réfugiés de Sabra et Chatila par l'extrême droite libanaise, couverte par l'armée israélienne ; une seconde guerre du Liban, en juillet 2006.

Il faut y ajouter une

multitude d'opérations armées d'Israël, dites de représailles ou préventives, contre ses voisins et contre les Intifadas, ces soulèvements de la population palestinienne dans les territoires occupés. Sans oublier plus d'une centaine d'assassinats de dirigeants palestiniens et libanais menés par les services secrets israéliens entre 1979 et 1983, dont les instigateurs disaient qu'ils visaient à installer un « sentiment d'insécurité » au Liban, provoquant des réactions qui pourraient servir de prétexte à une invasion armée.

L'oppression systématique de la population palestinienne et la répression de ceux qui la refusent, constituent depuis des décennies le noyau de la politique des gouvernements d'Israël, d'abord socialistes, puis de plus en plus à droite. Ces derniers mois, 23 divisions ont été envoyées en Cisjordanie pour briser les réactions des Palestiniens à l'intensification des saisies de terres et aux créations de colonies juives sur leur territoire. Par leur choix de s'aligner sur l'impérialisme et de servir de bras armé des États-Unis au Moyen-Orient, en se faisant les oppresseurs des populations arabes, ces gouvernements ont conduit leur propre peuple, le peuple d'Israël, dans une impasse.

La succession de guerres, d'opérations militaires plus ou moins vastes, avec le maintien sous les armes de la population israélienne, l'écrasement des Palestiniens, ont fait de la vie un enfer pour les populations arabes, mais aussi pour la population israélienne. Celle-ci est ainsi contrainte de vivre sur le pied de guerre, dans un environnement rendu de plus en plus hostile par la politique belliciste de ses propres dirigeants.

Le prétexte de la sécurité

Membre du gouvernement depuis 1996, puis à sa tête avec de rares intermèdes, l'homme de droite Netanyahu s'était vanté d'assurer, par la force, une sécurité absolue aux Israéliens. Avec le Dôme de fer, une défense aérienne de pointe, il prétendait mettre le pays à l'abri des tirs de missiles du Hamas depuis Gaza et du Hezbollah depuis le Liban. Et si cela ne parvenait pas à sanctuariser Israël, il suffisait de bombarder Gaza et de soumettre sa population à un blocus total.

Ce discours sécuritaire visait à faire croire que « nous avons le droit de faire n'importe quoi, que nous ne paierions jamais le prix ni ne serions punis pour cela », comme l'a écrit le quotidien israélien de centre-gauche Haaretz après le massacre du 7 octobre. Certains en venaient même à ne plus voir l'effroyable réalité à leur porte. Ainsi, les jeunes venus à une rave party tout près de Gaza sont tombés sous les balles du Hamas



MICHAEL ZARFATI / IDF SPOKESPERSON'S UNIT

Troupes israéliennes au Liban en 1982.

pour avoir oublié, dit Haaretz, qu'il est « impossible d'emprisonner deux millions de personnes sans payer un lourd tribut ».

On voit les résultats de cet engrenage. Ils sont horribles pour les Gazaouis comme pour les Israéliens, mais aussi pour les habitants de Cisjordanie, victimes de pogromes de la part de colons chauffés à blanc par l'extrême droite et protégés par l'armée israélienne. Et ce n'est probablement qu'un début. Netanyahu a déclaré à Biden et à Macron que cette guerre serait longue. Et quand ce chef d'un cabinet de guerre, qui englobe en une union sacrée les partis de la gauche à l'extrême droite, déclare que « tout membre du Hamas est un homme mort », il affirme qu'il va poursuivre ce que font les dirigeants israéliens depuis des années, et qui a conduit à la situation tragique actuelle, sous le regard complice des grandes puissances, États-Unis en tête.

Les dirigeants israéliens s'assoient sur les centaines de résolutions de l'ONU leur enjoignant de quitter la Cisjordanie, au lieu de la coloniser en n'en laissant que des confettis à l'impuissante Autorité palestinienne. Mais les grandes puissances n'en ont que faire. De même, du fait du blocage israélien,

les accords d'Oslo, passés il y a trente ans entre l'Israélien Rabin et le Palestinien Arafat sous le patronage de Clinton, n'ont jamais abouti à la création promise d'un État palestinien. Tout cela convient aux puissances impérialistes, trop contentes qu'elles sont d'avoir un peuple à leur disposition pour défendre leurs intérêts, un peuple gardien de prison des Gazaouis, mais lui-même captif des intérêts de l'impérialisme.

Les dirigeants israéliens font de leurs citoyens les supplétifs à vie et forcés des armées occidentales. Une partie de la population israélienne le perçoit, au moins confusément, et il est urgent d'ouvrir une perspective autre que cette sanglante fuite en avant. Elle implique la rupture avec l'impérialisme, pour instaurer une véritable coexistence des peuples israélien et arabes, dans le respect de leurs droits nationaux respectifs. Pour défendre une telle politique, des organisations communistes comme celles qui ont existé dans la région après la révolution russe de 1917 doivent resurgir. Car seule cette voie révolutionnaire pourra ouvrir une issue aux classes laborieuses, en Palestine comme en Israël et dans tout le Moyen-Orient.

Pierre Laffitte



WILLIAM KAREL GAMMA RAPHO

Blindés israéliens dans le Sinaï pendant la guerre du Kippour en 1973.

Cercle Léon Trotsky Moyen-Orient : Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme

Samedi 25 novembre à 15 heures

Grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5^e

Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)

Palestiniens, les damnés de la Terre

Fin octobre, les bombardements israéliens avaient déjà fait officiellement plus de 8 000 morts dans la bande de Gaza. Tous ces morts sont invisibles, sans visage dans les médias, comme si la vie d'un Palestinien ne comptait pas aux yeux des grandes puissances. Les Palestiniens meurent comme ils vivent, dans la misère et l'oppression.

À Gaza, ils sont plus de deux millions à étouffer dans cette prison à ciel ouvert, avant qu'elle ne se transforme en gigantesque cimetière. Sans infrastructure, ni industrie, sans emplois, les habitants dépendent depuis longtemps de l'aide humanitaire. L'eau et l'électricité sont rationnées en permanence.

En Cisjordanie, la pauvreté est tout aussi importante. Bien des Palestiniens n'y connaissent que la vie dans les camps de réfugiés. Ils sont désormais encerclés par

un mur immense. La colonisation israélienne se traduit par des spoliations de terres, par des routes séparées, des blocages de circulation pour laisser passer les colons. Les Palestiniens qui s'approchent trop du mur ou des colonies risquent la mort. Sans parler des incursions militaires dans les zones encore laissées aux Palestiniens, des maisons détruites par l'armée d'occupation. Leurs terres, leurs villages, leurs maisons, jusqu'à l'insouciance de leurs enfants leur ont été volés.

Avant 2000, un tiers des travailleurs palestiniens de l'ensemble des Territoires occupés allaient travailler en Israël. Il ne restait que 33 000 Palestiniens avec un permis de travail avant octobre 2023. C'est bien souvent le seul moyen de faire manger sa famille, mais il signifie subir toutes sortes d'humiliations, les attentes aux postes de contrôle, les milliers de shekels à payer pour obtenir un permis de travail censé être gratuit, les salaires inférieurs de 20 à 30 % à ceux des travailleurs israéliens, les emplois insalubres et les injustices, car les patrons, israéliens ou palestiniens, profitent sans vergogne de cette situation.

Après l'attaque du Hamas, des milliers de travailleurs gazaouis ont été expulsés du jour au lendemain d'Israël vers la Cisjordanie, et beaucoup de patrons en ont profité pour ne pas payer les salaires dus.

Enfin, plus d'un million de Palestiniens sont citoyens israéliens, leur famille étant restée après 1948. Mais ils sont des citoyens de seconde zone. Les salaires, les prestations sociales sont différents. Et, bien entendu, les infrastructures, le nombre d'écoles, de centres de soins, diffèrent selon que l'on vit dans un quartier juif ou



Un garçon palestinien près son village de Susiya, en Cisjordanie, en 2015.

arabe.

Où qu'il vive, un Palestinien doit subir des humiliations et se taire pour ne pas risquer la prison, la destruction de sa maison, la perte de son emploi. Pour toutes ces raisons, chaque génération a fourni des combattants. Ce n'est ni la révolte ni la détermination qui leur ont manqué.

Si le Hamas peut aujourd'hui prétendre les représenter, la responsabilité en revient à bien d'autres : aux dirigeants nationalistes de l'OLP, qui sont devenus les chefs d'une Autorité palestinienne corrompue et s'accommodant de la colonisation israélienne ; aux dirigeants des pays arabes, qui se servent de la cause

palestinienne comme d'un drapeau, mais laissent moisir dans la misère leur propre peuple tout comme les réfugiés palestiniens sur leur territoire ; et enfin, au mouvement ouvrier israélien, qui a accepté cette oppression infâme.

Cette oppression des Palestiniens parle aux pauvres du monde arabe. Elle finira par parler aussi aux exploités en Israël, car ils payent les conséquences de cette politique coloniale. Pour sortir de cette situation, il faudra des militants capables de proposer l'union indispensable des prolétaires palestiniens, arabes et israéliens, afin d'abattre toutes les oppressions.

Marion Ajar



Travailleurs de Cisjordanie à un point de contrôle vers Israël, en 2018.

La révolution, seule voie de salut pour les Juifs (Léon Trotsky, 1940)

Les défenseurs inconditionnels de l'État d'Israël prétendent qu'il est le dernier recours des Juifs. Pourtant, trois quarts de siècle après sa fondation, l'État d'Israël n'a en rien fait diminuer l'antisémitisme dans le monde, où la crise sociale peut le faire renaître de façon virulente à tout moment.

La politique constante de spoliation des Palestiniens, le soutien sans faille des dirigeants israéliens à toutes les guerres de l'impérialisme, ont au contraire suscité une haine croissante d'Israël, qui peut se transformer en explosion de haine contre les Juifs parmi les populations opprimées de la région et parmi celles qui se sentent solidaires des Palestiniens.

Les gouvernements israéliens et leurs soutiens font donc dépendre la sécurité des Juifs, au Moyen-Orient et ailleurs, du soutien politique et militaire à Israël par les États

impérialistes. C'est déjà ce que proposaient les militants sionistes dans les années 1930, lorsque la vague antisémite montait en Europe. Les sionistes ne voyaient alors d'issue que dans la bonne volonté de la Grande-Bretagne et dans l'accueil des Juifs en Palestine sous mandat britannique. Voilà ce que Leon Trotsky en disait le 22 décembre 1938 :

« Le nombre de pays qui expulsent les Juifs ne cesse de croître. Le nombre de pays capables de les accueillir diminue. En même temps, la lutte ne fait que s'exacerber. Il est

possible d'imaginer sans difficulté ce qui attend les Juifs dès le début de la future guerre mondiale. Mais, même sans guerre, le prochain développement de la réaction mondiale signifie presque avec certitude l'extermination physique des Juifs.

La Palestine s'est révélée un tragique mirage (...). Maintenant plus que jamais, le destin du peuple juif — pas seulement

leur destin politique, mais leur destin physique — est lié indissolublement à la lutte émancipatrice du prolétariat international. Seule une mobilisation courageuse des ouvriers contre la réaction, la constitution de milices ouvrières, la résistance physique directe aux bandes fascistes (...) peuvent (...) arrêter la vague mondiale de fascisme et ouvrir un nouveau chapitre

dans l'histoire de l'humanité ».

Il ajoutait en 1940 : « La tentative de résoudre la question juive par la migration des Juifs vers la Palestine peut maintenant être considérée pour ce qu'elle est, une parodie tragique pour le peuple juif. (...) L'évolution future des situations militaires pourrait bien transformer la Palestine en un piège sanglant pour plusieurs centaines de milliers de juifs. Jamais il n'a été aussi clair qu'aujourd'hui que le salut du peuple Juif est indissociable du renversement du système capitaliste. »

L'extermination des Juifs d'Europe a tragiquement confirmé la première remarque du dirigeant révolutionnaire. La situation présente remet la seconde à l'ordre du jour.

P. G.



Colonie juive à Tel Aviv en Palestine dans les années 1920-1930.

En Algérie, le pouvoir face aux manifestations de solidarité avec les Palestiniens

En Algérie, alors que le pouvoir se targue d'être un soutien historique et sans faille à la cause palestinienne, il a fallu attendre le jeudi 19 octobre pour qu'il autorise des manifestations de soutien à celle-ci. Mais, face à l'émotion provoquée par les images en provenance de Gaza et pour canaliser une colère qui risquait de devenir incontrôlable, le gouvernement a dû lâcher du lest.

Depuis le début de la nouvelle guerre, comme dans tous les pays arabes, la population algérienne est connectée sur Gaza et ce qui se passe dans les pays voisins et au Moyen-Orient. Dès le 13 octobre, suite à des appels à

manifestes relayés sur les réseaux sociaux, des rassemblements non autorisés ont eu lieu à Djelfa, Laghouat ou Sétif. À Alger, dans le quartier très populaire d'El Harrach, une manifestation a eu lieu dans l'enceinte de la

mosquée, accompagnée de chants islamistes. D'importants dispositifs policiers déployés sur des places stratégiques et près des lieux de prière ont contenu et dispersé ces rassemblements.

Dans la nuit du 17 octobre, après les bombardements sur l'hôpital Al Ahly de Gaza, d'importantes manifestations spontanées ont eu lieu à Oran et Laghouat. Confronté à l'émotion grandissante et sous le feu de la critique des islamistes, le gouvernement a finalement autorisé une

manifestation jeudi 19 octobre. Le syndicat UGTA ainsi que de nombreuses forces politiques s'en sont faits les relais, du FLN à des partis tels que le FFS, en passant par les partis islamistes (MSP, Taj et Islah).

À Alger, cette manifestation a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes des heures durant. Bien que très encadrés par des associations étudiantes, des partis et des syndicats, les manifestants n'étaient pour la plupart affiliés à aucune de ces organisations très visibles. La présence massive des femmes était notable, tout comme celle de la jeunesse étudiante et lycéenne. La plupart des manifestants étaient contents de pouvoir exprimer au monde leur solidarité avec la population palestinienne, avec des pancartes écrites en arabe et en anglais. Les slogans les plus repris étaient « Free Palestine », « L'armée et le peuple avec Gaza », « Ouvrez les frontières, on va libérer la Palestine ! » Seule une petite minorité des manifestants se trouvait dans les cortèges des partis islamistes, où étaient lancés des slogans antijuifs. Arrivés devant le Parlement, de jeunes supporters du club de Bab el Oued

ont repris un des slogans du mouvement de protestation de 2019, le Hirak : « Vous avez pillé le pays, bande de voleurs ! »

Avec les bombardements à Gaza, le pouvoir algérien est sur le qui-vive, comme tous les dirigeants des pays arabes. Les uns et les autres sont en fait plus inquiets des réactions au sein de leur propre population que du sort des Gazaouis. En signe de deuil, le gouvernement a décrété l'annulation de tous les festivals prévus et festivités habituelles qui, chaque année autour du 1^{er} novembre, commémorent le déclenchement de la guerre d'indépendance en 1954.

Le gouvernement a surtout annulé jusqu'à nouvel ordre la totalité des compétitions sportives. Un coup dur pour les supporters de football, qui avaient confectionné d'immenses banderoles en soutien à la Palestine, qu'il se préparaient à arborer lors des futurs matchs. Instruit par l'expérience du Hirak, le pouvoir veut éviter que les lieux culturels ou les stades deviennent des foyers de contestation et battent en brèche les restrictions aux libertés qu'il continue, pour l'instant, à imposer.

Leïla Wahda



Manifestation à Alger en soutien aux Palestiniens de Gaza, le 19 octobre.

Industrie d'armement israélienne : une co-entreprise américaine

Israël n'est pas seulement le pays où les dépenses militaires sont parmi les plus élevées au monde par habitant. Le pays de moins de dix millions d'habitants a développé une industrie d'armement qui le classe parmi les dix meilleurs exportateurs de la planète. Et, même si aucun gouvernement israélien ne l'a jamais reconnu, c'est aussi le seul pays du Moyen-Orient à posséder un armement nucléaire.

Les exportations d'armes d'Israël ont doublé au cours des neuf dernières années, atteignant la somme record de 12,5 milliards de dollars en 2022. Près d'un quart d'entre elles ont été destinées à des pays arabes avec lesquels Israël avait normalisé ses relations. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, Israël a fourni 69% des importations d'armes de l'Azerbaïdjan, pays à majorité

chiite, entre 2016 et 2020. En septembre dernier, les livraisons se sont intensifiées lors de l'offensive contre l'Arménie pour le contrôle du Haut-Karabakh.

En septembre 2023, l'Allemagne a acheté pour 3,5 milliards de dollars le système de défense israélien antimissiles Arrow 3, le plus gros contrat à ce jour. La Hollande et le Royaume-Uni sont sur les rangs pour commander ce Dôme de fer. Ce contrat en

est significatif de la place qu'occupe l'industrie d'armement israélienne : Arrow 3 est le résultat d'une collaboration permanente entre Israël Aerospace Industries (IAI), un des trois fabricants d'armes du pays à capitaux publics, et le groupe américain Boeing. L'accord entre Israël et l'Allemagne a été signé après validation intéressée des États-Unis, sans laquelle il n'aurait pas pu aboutir.

Israël a développé sa propre industrie d'armement certes, un armement de haute technologie et d'une puissance de feu redoutable. Mais ce n'aurait pas été possible sans les aides financières permanentes que les États-Unis lui garantissent,

portées à 38 milliards de dollars pour la période 2019-2028, par une décision prise sous la présidence



américaine d'Obama, alors que Nétanyahou était déjà Premier ministre. En retour, les géants de l'industrie américaine sont incontournables dans la production d'armes sous label israélien. Ainsi, Rafael Advanced Defense Systems, autre grand conglomérat public de défense et d'aérospatiale israélien, collabore en permanence avec les groupes d'armements américains Raytheon et Lockheed Martin. Par cet entremêlement, l'industrie d'armement en Israël est un prolongement du complexe militaro-industriel américain, même si les groupes français comme Thales et EADS s'y sont fait une petite place.

Boris Savin

Hambourg - 1923 : la défaite de l'Octobre allemand

Le 23 octobre 1923, à Hambourg, plusieurs centaines de travailleurs révolutionnaires se lançaient dans une insurrection qui allait marquer le dernier acte de la révolution allemande.

Entre novembre 1918 et mars 1919, s'ils avaient abattu la monarchie et mis fin à la guerre, les travailleurs d'Allemagne n'étaient pas parvenus à l'emporter. La première étape de la révolution s'était ainsi conclue sur son écrasement par l'alliance de la social-démocratie au pouvoir et de l'état-major, et l'assassinat de centaines de militants et de ses principaux dirigeants, à commencer par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

Cette première défaite ne mit pas fin à la situation révolutionnaire. Au contraire, le pays connut ensuite plusieurs années de grèves et d'insurrections. Dans cette Allemagne d'après-guerre, rien n'était réglé : tandis que les commandes de guerre avaient multiplié la fortune des grandes familles capitalistes telles que les Krupp, les quartiers ouvriers sombraient dans une misère noire. « *De nombreux enfants, même en bas âge, n'ont jamais une goutte de lait. Ils viennent à l'école le matin, sans avoir rien mangé de chaud. (...) Beaucoup n'ont pas de chemise* », écrit en 1922 un bourgmestre de Berlin.

L'occupation de la Ruhr



Chargement de charbon réquisitionné par la France.

En 1919, le traité de Versailles avait imposé à l'Allemagne de payer à ses rivaux victorieux des indemnités exorbitantes, auxquelles ses dirigeants tentaient d'échapper. Le 11 janvier 1923, au prétexte que le gouvernement allemand avait du retard dans la livraison de bois et de charbon, la

France et la Belgique décidèrent d'occuper militairement la Ruhr, le poumon industriel du pays. Cela suscita partout une vive indignation, que les groupes d'extrême droite tentèrent de récupérer en multipliant sabotages et attentats, et aggrava la crise économique. L'inflation s'envola. La petite bourgeoisie fut frappée à mort, tandis que le pouvoir d'achat des classes populaires s'effondrait. Les capitalistes de l'industrie, au contraire, profitant de salaires et de charges réduits à rien, pouvaient baisser leurs prix pour exporter et réaliser ainsi des bénéfices colossaux en quelques jours.

La crise ainsi ouverte radicalisa de larges pans de la classe ouvrière : pendant les mois qui suivirent l'occupation de la Ruhr, les émeutes de la faim et les grèves, voire les saisies d'entreprises par les ouvriers, se multiplièrent.

Le KPD, le Parti communiste d'Allemagne, fort de 220 000 membres, publiait alors 38 quotidiens et détenait depuis peu la majorité dans plusieurs syndicats importants. Il connut un tel afflux et progressa au point qu'à l'été 1923 il influençait la majorité du prolétariat, organisant et dirigeant plus de 900 milices ouvrières, les Centuries prolétariennes. Il animait également nombre de comités d'usine. Ces institutions élues, devenues légales, regroupaient les travailleurs combattifs sur leur lieu de travail, remplaçant le syndicat quand il était défaillant et allaient même jusqu'à contrôler les prix et organiser les milices ouvrières. De fait, elles jouaient un rôle similaire à celui des soviets de la révolution russe.

La révolution à l'ordre du jour

Début août, plusieurs millions de travailleurs répondirent à leur appel et entrèrent en grève, poussant en trois jours le chancelier, l'homme d'affaire Wilhelm Cuno, à la démission.

La classe ouvrière avait



Membres du KPD lors du soulèvement d'octobre 1923 à Hambourg.

montré sa force et semblait aux portes du pouvoir. Pour le prendre, avec le soutien de l'Internationale communiste et sur ses conseils, le KPD prépara une insurrection pour novembre. Il entraîna les Centuries prolétariennes encadrées par des officiers soviétiques, mobilisa ses militants, dont des dizaines de milliers passèrent à la clandestinité. Un plan fut établi : pour constituer des bastions, faciliter l'armement du prolétariat et ainsi la prise du pouvoir dans l'ensemble du pays, le KPD entra dans les gouvernements des Länder de Saxe et de Thuringe, dirigés par la gauche du Parti social-démocrate. Ces gouvernements devaient armer les ouvriers, désarmer les formations bourgeoises, établir un contrôle ouvrier sur la production et appeler à la formation d'un gouvernement ouvrier en Allemagne.

Cependant, à la veille de l'insurrection, les dirigeants sociaux-démocrates refusèrent d'appeler à la grève générale, qui devait en être le prélude, conduisant la direction du KPD à reculer et à tout annuler.

Seuls les communistes de Hambourg, qui n'avaient pas été informés du contordre, déclenchèrent l'insurrection. Sans grève,

sans préparation politique, sans manifeste, quelques centaines de combattants des Centuries prolétariennes pauvrement armés se lancèrent à l'assaut des casernes et des postes de police, persuadés à tort que toute l'Allemagne ouvrière se soulevait. Isolée, l'insurrection se prolongea trois jours, avant de finir écrasée. Le bilan était lourd : plusieurs dizaines de militants communistes tués, et près de 1 400 arrêtés. Et surtout, en ayant décommandé l'insurrection, le KPD avait laissé passer une occasion historique, qui n'allait plus se représenter.

Qui est responsable ?

Accusée par la direction de l'IC d'avoir failli à sa tâche, la direction du KPD fut démissionnée quelques semaines plus tard. Elle avait évidemment une lourde responsabilité. Force est de constater que, si la révolution allemande de 1923 bénéficiait de l'existence d'un parti révolutionnaire dont bien des membres étaient prêts à mourir pour leurs idées, celui-ci n'avait pas encore pu former une direction à la hauteur de la tâche. S'appuyant sur l'exemple de l'Octobre allemand, Trotsky appelait d'ailleurs l'année suivante l'IC à sélectionner au sein

des partis communistes « *un personnel dirigeant, de façon qu'ils ne flanchent pas au moment de leur révolution d'Octobre* ».

Mais la direction allemande n'était pas seule responsable. En 1923, après des années de guerre mondiale puis de guerre civile, l'isolement de la révolution russe, l'arriération du pays et bien d'autres facteurs avaient déjà conduit à l'épuisement de la classe ouvrière et à l'émergence d'une couche de bureaucrates envahissant tous les rouages de l'État ouvrier. Lénine étant définitivement écarté par la maladie, le nouveau pouvoir faisait tout pour écarter Trotsky et tous ceux qui, au nom des idéaux bolcheviques, s'opposaient à l'évolution en cours de la direction de l'État et de l'Internationale. Au moment où la révolution frappait de nouveau à la porte de l'Allemagne, les dirigeants de l'Internationale, dont son président, Zinoviev, alors au pouvoir avec Staline, contre Trotsky, ne surent ou ne purent aider les ouvriers allemands à l'emporter.

Avec le recul, cette défaite presque sans combat marquait un tournant catastrophique. Elle signalait non seulement la fin de la révolution allemande, mais l'arrêt de la vague révolutionnaire en Europe initiée par la révolution russe de 1917. Elle allait ouvrir en Allemagne la voie à l'arrivée de Hitler au pouvoir, dix ans plus tard. En démoralisant le prolétariat soviétique, elle contribua aussi à la défaite à venir de l'Opposition regroupée autour de Trotsky contre la dégénérescence bureaucratique de la révolution russe.

Jacques Le Gall



Ouvriers en armes à Berlin, le 5 janvier 1919.

Sanofi : un seul pôle, le profit

Sanofi vient d'annoncer la cession de son pôle de santé Grand Public, c'est-à-dire la production de médicaments délivrés sans ordonnance, tels que le Doliprane contre la douleur et la fièvre, le Mucosolvan contre la toux, l'Allegra contre la rhinite, le Novanuit pour un meilleur sommeil, et de nombreux compléments alimentaires.

Ces médicaments se vendent bien et certains sont en rupture de stock dans le pays. Alors que ce pôle de santé représente plus de 10 % du chiffre d'affaires de Sanofi, avec une hausse des bénéfices de 4,6 % au troisième trimestre, cette décision peut sembler étonnante. Mais pour la direction de ce géant de la pharmacie, de tels résultats ne suffisent pas.

Comme l'indique le journal *Les Échos* du 30 octobre

« la marge opérationnelle de la santé Grand Public est de 28,6 %, soit moins que la marge des autres activités du groupe (31,8 %). » En d'autres termes, puisque la marge est inférieure à 30 %, les dirigeants de Sanofi ne veulent pas s'ennuyer à produire des médicaments pourtant indispensables à la santé de millions de malades. Sanofi veut se concentrer sur les produits à très haute marge, comme les vaccins, la biotechnologie,

les médicaments contre les maladies rares, l'immuno-inflammation, l'hématologie, ou plus encore l'oncologie.

Mais, même pour développer ces secteurs, les dirigeants de Sanofi comptent davantage sur l'argent public que sur leurs propres investissements, malgré les milliards de profits réalisés chaque année. Ainsi, l'an dernier, Sanofi a touché plus de 120 millions d'euros au titre du Crédit impôt recherche, et plus de 3 milliards cumulés sur les quinze dernières années. Et pourtant, en même temps que la cession de son pôle Médicaments, Sanofi annonce un plan d'économie de 2 milliards d'euros qui



Production de Doliprane à l'usine de Lisieux.

SOLENNELLE HENRADIO FRANCE

touchera tous les secteurs, y compris la Recherche et Développement.

Dans le monde 11 000 postes sont menacés sur treize sites de production. Les usines de Lisieux dans le Calvados et de Compiègne dans l'Oise sont concernées, soit 1 600 emplois sur 19 900 en France. Depuis quinze ans, seize usines et centres de recherche Sanofi ont déjà fermé dans le monde.

Sanofi se pose en protecteur de la santé publique. Mais, en accroissant la pénurie de médicaments et en menaçant du chômage des milliers de salariés, ses dirigeants, comme tous ceux des Big Pharmas et comme tous les industriels de n'importe quel secteur, ne sont préoccupés que par une seule santé : celle du compte en banque de leurs actionnaires.

Correspondant LO



Claas Tracteur – Le Mans : salaires loin du compte !

L'usine Claas Tracteur du Mans, ancien secteur Tracteur de Renault vendu à Claas il y a vingt ans, compte aujourd'hui 700 travailleurs, avec environ 200 intérimaires quasiment à demeure. Le groupe Claas est florissant.

Depuis plus d'un an, la production de l'usine fluctue en fonction des ruptures d'approvisionnement de composants électroniques, de jantes ou de tapis de sol par exemple. Mais, comme la direction a imposé un accord de flexibilité, ce sont les travailleurs qui en payent le prix, puisqu'ils alternent entre périodes hautes (jusqu'à 41 minutes de travail en plus par jour) et périodes basses, en fonction des aléas de la production. Le sentiment général est donc que les bénéfices de Claas sont le fruit de leurs efforts.

Depuis le 10 octobre, la direction a lancé dans le cadre des négociations

salariales une ribambelle de réunions avec les syndicats, des flots de bavardage pour lanterner les travailleurs sur ce qui les préoccupe : leurs salaires. Aussi, entre le 10 et le 24 octobre, 150 à 200 travailleurs ont débrayé sur huit journées pour marquer leur mécontentement, parfois quelques heures en matinée, parfois en roulement par secteurs sur toute la journée, de façon à ce que la chaîne reste bloquée toute la journée. Ce qui les mettait en colère, c'était les communications de la direction qui leur expliquaient que l'inflation allait baisser bientôt, ou encore qu'avec la concurrence il fallait s'inquiéter de l'avenir... Et

évidemment, pas un mot sur les profits arrogants de Claas, alors qu'avec l'inflation les travailleurs ne s'en sortent plus.

Aussi, lorsque le 24 octobre la direction a annoncé 3,5 % d'augmentation générale pour tous et 0,5 % d'augmentation individuelle pour les plus bas salaires, ainsi qu'une prime de 600 euros, le sentiment général était l'écœurement. Non seulement parce que cela n'atteint même pas les 5 % de l'inflation officielle, mais surtout au regard des profits de Claas.

La direction pense se donner l'air inflexible et mise sur la résignation des travailleurs, mais il n'est pas dit qu'elle en soit quitte pour autant. Le sentiment de beaucoup est que les efforts ont assez duré et que, pour les salaires, rien n'est réglé.

Correspondant LO

Intermittents : pas question de se laisser faire

Déjà frappés par l'interdiction de travailler durant la crise du Covid, les salariés du spectacle se mobilisent depuis plusieurs semaines pour défendre leurs droits et leurs conditions de travail.

Des dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs du spectacle dépendent du régime dit d'intermittence, pour vivre entre deux contrats de travail établis en durée déterminée d'usage, le temps d'un spectacle ou d'un festival.

Or, ce régime spécifique d'Assurance chômage, qui leur assure un certain niveau d'indemnisation, est une nouvelle fois dans le collimateur du gouvernement et du Medef. L'organisation patronale a annoncé la couleur en réclamant 15 % d'économies sur les régimes spécifiques des salariés du spectacle, du cinéma et de l'événementiel.

Pour s'y opposer, les intermittents ont organisé plusieurs mobilisations durant le mois d'octobre, occupant des agences Pôle emploi, organisant des rassemblements devant les antennes régionales du Medef et des prises de parole devant le public, avant les spectacles.

Le gouvernement et le patronat n'ont pas à faire

payer aux travailleurs du spectacle la spécificité de leurs métiers, en les précarisant de plus en plus. Augmenter les cotisations, diminuer les indemnités ou rendre plus difficile encore l'accès à ces régimes spécifiques, ce n'est pas acceptable. Ce seront les petites compagnies, les petits lieux ou les petits festivals qui seront les premiers à en pâtir, alors que leur travail, leurs spectacles s'adressent à des populations qui ont peu accès à la culture.

Malgré l'accord intervenu le 27 octobre entre les organisations patronales et celles des travailleurs du secteur, les intermittents veulent continuer à faire entendre leur voix. Deux nouvelles journées de mobilisation sont organisées par la FNSAC-CGT, qui regroupe les syndicats de plusieurs secteurs du spectacle, les 7 et 9 novembre, pour défendre le droit des travailleurs du spectacle à vivre de leurs métiers.

Correspondant LO

Centre de distribution du courrier – Thourotte : ça ne passe pas comme une lettre à la poste

Une vingtaine de facteurs du centre de distribution du courrier de Thourotte, près de Compiègne dans l'Oise, se sont mis en grève mercredi 25 octobre contre une nouvelle réorganisation. La direction est allée chercher des cadres jusqu'à Douai, à 130 kilomètres de là, pour essayer de distribuer une partie du courrier malgré la grève.

La diminution du volume de courrier sert de prétexte pour imposer une réduction d'effectif. Mais moins de courrier, cela ne veut pas dire moins de travail pour les facteurs. En plus des lettres, la direction leur avait déjà ajouté la presse et des prospectus publicitaires à distribuer.

Jusque-là, les facteurs travaillaient 7 heures par jour et un samedi sur deux. Le travail du samedi était compensé par un jour de repos « glissant » dans la semaine, dont la direction vient d'annoncer la

suppression. Pour rester aux 35 heures, le temps de travail serait réduit à 6 h 22 par jour. Mais, pour les facteurs, il est hors de question de faire deux semaines de six jours chaque mois !

Cela s'ajoute à toutes les autres dégradations que la réorganisation va engendrer. Quatre tournées sur 23 seraient supprimées. Une tournée du centre-ville deviendrait « ajustable », c'est-à-dire facultative. Les jours où elle serait supprimée, la factrice proche de la retraite

qui en est titulaire depuis trente ans devrait aller en faire une autre, n'importe où ailleurs, au bon vouloir de la direction.

Et par-dessus le marché, la direction vient d'annoncer la suppression des tickets-restaurants que les facteurs recevaient depuis

avril dernier. Cela représente une perte d'environ 100 euros par mois, alors que les salaires sont proches du smic. Elle prétend qu'ils auraient été attribués par erreur et elle a même eu le culot d'annoncer qu'elle n'en demanderait pas le remboursement !

C'est tout cela qui a mis le feu aux poudres et déclenché la grève. Les grévistes se donnent rendez-vous tous les matins devant le centre pour discuter entre eux. Des travailleurs d'autres secteurs sont venus les soutenir et les grévistes tiennent bon !

Correspondant LO



Atelier RATP – Fontenay-sous-Bois : avec les anciens de Championnet !

Depuis le mois de janvier, l'atelier de maintenance central RATP de Championnet, à Paris 18^e, a été filialisé. La moitié des salariés ont accepté d'entrer dans la filiale, ce qui leur a garanti de rester sur place et de continuer leur travail.

Jusqu'en 2024, ils gardent les mêmes conditions de travail et de rémunération. Les 150 autres ont été dispersés sur l'ensemble de la RATP. Beaucoup ont choisi d'entrer dans les différents ateliers de maintenance où ils trouvent des postes qui leur

conviennent. Aujourd'hui, une vingtaine n'ont pas trouvé d'affectation définitive. Ils sont mis provisoirement à disposition de différents ateliers.

À l'atelier de Fontenay-sous-Bois, dans le Val-de-Marne, cette situation

a provoqué une réaction du personnel. Alors que la direction demande aux ouvriers de travailler des samedis, de changer de poste et que l'encadrement presse les salariés pour que le travail avance plus vite, quatre travailleurs venant de Championnet n'ont toujours pas de poste officiellement.

Malgré la difficulté à assurer le travail, la direction s'appuie sur une théorique baisse de charge pour refuser qu'ils soient

définitivement affectés à Fontenay-sous-Bois. Une cinquantaine de salariés de l'atelier lui ayant demandé des comptes, le directeur de la maintenance a fini par se déplacer lors de la deuxième protestation. Il a affirmé que ces travailleurs pourraient intégrer un atelier, mais pour le moment ils seraient déplacés provisoirement à Saint-Ouen.

La direction aimerait bien en finir avec les reclassements des ouvriers

de Championnet, mais dans le même temps elle ne veut pas pérenniser des postes qu'elle considère inutiles. Elle veut réduire les effectifs et obtenir des gains de productivité. Cependant, les liens entre les ouvriers de Fontenay-sous-Bois et ceux de Saint-Ouen sont suffisamment forts pour que les anciens de Championnet ne se retrouvent pas seuls face à la direction.

Correspondant LO

Transdev – Chelles : non à la répression !

Lundi 23 octobre, un militant syndical CFTC, conducteur de bus Transdev (STBC) à Chelles, en Seine-et-Marne, a été convoqué par la direction pour un entretien disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement.

Cela faisait suite à un appel à la grève lancé par plusieurs syndicats deux semaines plus tôt sur une série de revendications : anomalies répétées sur la feuille de paie avec non-paiement de primes, conditions de travail dégradées du fait d'effectifs insuffisants, matériel roulant insuffisamment entretenu mettant en danger les chauffeurs et les usagers

(la roue d'un bus s'est même détachée). Des usagers de la ville se plaignent aussi de la dégradation du service liée au nombre insuffisant de bus et à la suppression de certains arrêts.

Lors du dépôt du préavis, ce délégué, qui a aussi saisi les Prud'hommes contre Transdev, avait subi le chantage de la direction : « Si vous maintenez ce préavis,

vous allez nous faire perdre le marché. » Ce n'est pas la première fois que la direction répond aux revendications du personnel par des pressions contre ceux qui relèvent la tête. Ce militant, qui a quinze ans d'ancienneté, a d'ailleurs déjà été l'objet d'une procédure disciplinaire il y a un an, après une précédente grève. Depuis quatre ans qu'il est délégué, il est devenu la cible de la direction.

Dans cette entreprise, c'est « bosse et tais-toi ». Le changement de direction, il y a un an, n'a rien modifié. Le collègue qui accompagnait

le militant à l'entretien a été accueilli par : « Ah c'est vous qui l'accompagnez, eh bien vous allez assumer. » La menace est claire.

Un rassemblement de soutien a eu lieu devant l'entreprise pendant l'entretien. Face à la direction qui s'était mobilisée, huisserie à l'appui, des militants de différentes entreprises de transport public, Transdev, Keolis ou autres, étaient présents car les attaques des patrons des transports, sous prétexte d'appels d'offres, sont les mêmes partout.

Correspondant LO

La bande à Picsou

Un train plein de députés européens devant se rendre au Parlement de Strasbourg s'est retrouvé à Disneyland. Les médias parlent d'erreur d'aiguillage, mais peut-être que certains ont simplement pensé que le cirque parlementaire avait sa place chez Mickey.

Bulletin Lutte ouvrière
SNCF Saint-Lazare

Michelin – Clermont-Ferrand : profits et suppressions d'emplois

Michelin vient d'annoncer de nouveaux résultats record et prévoit 2 900 suppressions d'emplois en Allemagne et aux États-Unis.

Pour le premier semestre 2023, Michelin avait annoncé un bénéfice net en augmentation de 44,7 % par rapport au premier semestre 2022. Tout cela avec un

volume de vente en baisse. Rebelote au troisième trimestre : le groupe fait état d'un chiffre d'affaires en hausse pour les neuf premiers mois de l'année. Cela

lui permet non seulement de dépasser le profit record de 2022 (3,4 milliards d'euros), mais aussi de revoir à la hausse ses liquidités disponibles, qui s'établissent à 2,3 milliards d'euros.

Tous ces profits sont le fruit de la hausse du prix

des pneus, mais surtout de l'intensification de l'exploitation de plus de 130 000 travailleurs à travers le monde. Pour maintenir, voire augmenter encore ses profits à l'avenir, Michelin vient d'annoncer l'arrêt de la production de pneumatiques sur le site d'Ardmore, en Amérique du Nord, avec 1 400 suppressions d'emplois d'ici 2025.

Mi-novembre, Michelin devrait confirmer la suppression de 1 500 emplois en Allemagne, fermant deux usines de production, à Trèves et à Karlsruhe, et réduisant drastiquement l'activité de celle de Homburg, où des centaines de travailleurs ont déjà été mis en chômage partiel depuis mars. Rien que pour cette

usine proche de la frontière avec la France, où 40 % des salariés sont des frontaliers, 800 emplois devraient disparaître.

Dans les deux cas, Michelin prétend que ces licenciements seraient dus à un manque de compétitivité ou à la concurrence asiatique. C'est toujours le même refrain !

Mais, quels que soient les motifs invoqués par la direction, pourquoi les travailleurs en feraient-ils les frais ? Leur exploitation fait la richesse des patrons. Il faudra imposer que les profits accumulés par le groupe permettent de maintenir tous les emplois, en répartissant le travail entre tous, sans diminution de salaire.

Correspondant LO

Michelin – Blavozy : voleur de congés !

Le 21 octobre, l'usine Michelin de Blavozy en Haute-Loire a fermé ses portes pour trois semaines. Les 500 salariés ont été contraints de prendre sur leurs congés et trois quarts d'entre eux se voient imposer plusieurs jours de chômage partiel payés seulement à 60 % du salaire, le

minimum légal. En effet Michelin, qui engrange sans cesse plus de profits, ne complète pas la perte importante de salaire que cela représente.

De Cholet à Troyes, de Joué-lès-Tours à Blavozy, ces fermetures temporaires, avec congés forcés et chômage partiel, se multiplient. Et dès qu'une

panne se prolonge, c'est la même chose, comme cette année dans plusieurs usines clermontoises : l'entreprise pioche dans les jours de repos, le temps que la production reprenne. Michelin régule sa production aux dépens des travailleurs.

Correspondant LO

Fontaine-Pajot – Charente-Maritime : les mensonges de la direction en prime

Fontaine-Pajot, deuxième groupe mondial de construction de bateaux de luxe, emploie quelque 1 000 travailleurs et au moins 400 intérimaires et sous-traitants sur trois sites.

Le prix de ces bateaux va de 400 000 euros à plus de trois millions. Du côté des travailleurs, la réalité est tout autre : les salaires sont faibles et les conditions de travail déplorables. Les ouvriers subissent les émanations de vapeurs de produits toxiques, se contorsionnent dans les coques des bateaux pour les équiper. Ils

manquent de matériel et les accidents de travail sont nombreux.

La direction tient un double discours. Aux actionnaires et autres observateurs attentifs des profits à réaliser, elle affirme que « l'entreprise est en bonne santé ! » C'est d'ailleurs confirmé par les acomptes versés sur les commandes à venir, qui représentent des années de travail.

Mais aux travailleurs, qu'elle est toujours prompte à vouloir faire payer, elle dit : « Les commandes baissent, il faut donc baisser les primes. » Celles-ci

ont pu représenter plus d'un mois de salaire pour une année, et leur amputation programmée est une attaque qui inquiète les travailleurs, même s'ils voient bien que ces primes fluctuent selon le bon vouloir du patron.

Chez Fontaine-Pajot, l'argent ruisselle pour les actionnaires. Ce qu'il faut pour les travailleurs qui les engraisent, c'est une augmentation mensuelle de plusieurs centaines d'euros et l'indexation des salaires sur le coût de la vie.

Correspondant LO

Dufour Yachts – Périgny : une vie d'ouvrier, une année de profits

À Périgny, en Charente-Maritime, la direction de Dufour Yachts, racheté en 2018 par Fontaine-Pajot, n'a quasiment pas prévu de hausse des salaires pour 2023-2024. Les augmentations prévues sont tellement dérisoires que les travailleurs s'en rendront à peine compte. Et pendant ce temps, les prix galopent.

Le salaire tourne autour de 1 700 euros net par mois, soit 20 400 euros par an. Jean-François Fontaine, fondateur du groupe, qui en reste le principal actionnaire, par ailleurs maire de La Rochelle, a perçu 765 000 euros de dividendes pour la seule année 2020, soit 37 ans et demi du salaire annuel

moyen d'un travailleur, quasiment toute une vie de travail.

De l'argent gagné légalement paraît-il, mais cette légalité-là repose sur l'exploitation des travailleurs, qui ont tout à gagner à déloger tous ces profiteurs de leur tas d'or !

Correspondant LO

CAF – Metz : coup de colère



Le 19 octobre, près de 200 salariés de la CAF de Metz se sont rassemblés pour dénoncer leurs conditions de travail dégradées et le blocage des salaires, soutenus par 65 % de grévistes et une intersyndicale complète (CGT, CFDT, CFTC, FO, SUD et CGC).

Ce niveau de mobilisation est à la mesure du mécontentement suscité dans toutes les CAF de France par l'annonce, quelques jours auparavant, d'une augmentation de seulement 1,5 % des salaires, accompagnée du refus d'appliquer une prime de partage de la valeur pour les plus bas salaires.

L'attitude du directeur de la CAF de Metz, connu pour son mépris et son autoritarisme, a sans doute jeté de l'huile sur le feu. Car cela fait des années qu'il regne le moindre

petit avantage, et qu'il refuse tout assouplissement du télétravail, pourtant largement souhaité par les salariés. Pour essayer de faire taire la contestation, il est allé jusqu'à engager des procédures disciplinaires et même un licenciement pour des motifs futiles à l'encontre de deux déléguées CGT jugées trop remuantes.

« À force de maltraiter les agents de la CAF, on finit par maltraiter les allocataires », affirmait justement l'intersyndicale pour s'adresser aux allocataires qui subissent eux aussi les restrictions budgétaires et les conséquences du manque de moyens des CAF. Le directeur, lui, a préféré s'enfuir sous les huées et les quolibets plutôt que d'affronter les salariés.

Correspondant LO

Travailleurs sociaux Perpignan : non aux licenciements !

L'Enfance Catalane est une association loi de 1901 qui emploie à Perpignan des aides à domicile, des TISF – techniciens de l'intervention sociale et familiale – et des éducateurs. La direction a déclenché lundi 16 octobre un plan de licenciement pour neuf salariés, sur 220 actuellement.

Le prétexte invoqué est que les financements expérimentaux sur deux ans des Bataillons de la prévention, dits éducateurs de rue, à Perpignan, ne seraient peut-être pas reconduits pour 2024.

Ces travailleurs en CDI se sont organisés pour ne pas se laisser faire. Cela a

commencé par une conférence de presse jeudi 26 octobre, où ils ont pu désigner les responsables de cette situation, qui passent leur temps à se renvoyer la balle. Ce début de mobilisation a mis une belle pagaille dans les bureaux de la préfecture et du conseil départemental socialiste.



L'Enfance catalane, éducateurs de rue, pendant la conférence de presse du 26 octobre.

Les premiers responsables, les dirigeants de l'association, après avoir lanterné les travailleurs concernés en juin, ont provoqué un CSE extraordinaire en octobre, à deux mois de la fin du contrat des éducateurs de rue. Il

s'agissait de définir les modalités du choix des futurs licenciés. Et, d'ores et déjà, des salariés en CDD dans d'autres services ont reçu un mail pour leur signifier : « Il est fort probable que vos contrats ne seront pas renouvelés pour 2024. »

Les autres responsables de cette situation sont l'État, le conseil départemental ainsi que le conseil régional, dirigé également par les socialistes. Tous se renvoient la balle pour ne pas payer. C'est comme si ce petit monde préférerait mettre des policiers dans les cités difficiles plutôt que des éducateurs de rue !

D'ailleurs, jeudi soir 26 octobre, la Première ministre Borne était sur la même ligne : en fait de mesures dites sociales pour les quartiers populaires, elle a annoncé un plan

sécuritaire : plus de policiers, voire même l'armée, et des sanctions financières contre les parents.

Le 27 octobre, l'assemblée générale de l'association a réuni 50 salariés pour évoquer la situation des collègues de la prévention, ainsi que ceux du service « enquête sociale » où deux postes et demi sont gelés. À cette assemblée, il a été décidé de poser un préavis de débrayage tous les mardis de 9 heures à 13 heures à partir du 7 novembre et jusqu'à la pérennisation de tous les emplois, avec un rassemblement devant la préfecture et le conseil départemental ce même jour.

Tous ont bien compris que cette première attaque en annonçait d'autres et aussi que seule la lutte peut faire reculer les licenciements.

Correspondant LO

Airbus – Marignane : la compétitivité ou notre peau

Airbus, comme bien d'autres grandes entreprises, entretient en permanence une douzaine d'influenceurs au Parlement européen, où ils distribuent différents cadeaux.

En France, à l'Assemblée nationale, Airbus paie par exemple les dépenses des déplacements, des hôtels, du club de rugby des parlementaires. Les petits cadeaux entretenant l'amitié, ceux-ci savent renvoyer l'ascenseur.

En conséquence de ces relations permanentes avec les « élus du peuple », ces derniers choisissent leur camp quand il s'agit de sacrifier la santé des travailleurs. C'est ainsi que, mardi 17 octobre, la Commission européenne a annoncé qu'elle abandonnait sa réforme du règlement européen sur l'usage des produits chimiques, le Reach. Cette réforme devait renforcer les contrôles et les interdictions de produits dangereux utilisés par Airbus et bien d'autres usines,

chrome 6, phtalates, Pfas, etc.

Pour mémoire, la lutte contre le chrome 6 aux États-Unis a été popularisée par l'actrice Julia Roberts dans le film *Erin Brokovich, seule contre tous*. Cette femme avait réussi à faire condamner la société qui utilisait ce produit et qui avait dû verser 333 millions de dollars aux victimes de ce polluant.

Plus de 70 % des substances chimiques produites en Europe sont considérées comme dangereuses pour la santé et l'environnement par la Commission européenne elle-même, et 18 % sont classées potentiellement CMR, c'est-à-dire cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques, pouvant avoir des conséquences sur

le développement des fœtus. En France 2 700 000 travailleurs sont exposés à au moins un produit chimique cancérigène.

Cette réforme, préparée de longue date, ne plaisait pas aux industriels, et elle avait déjà été repoussée en 2017. C'était déjà une victoire pour les industriels, victoire obtenue par les lobbies qui exercent leur influence sur le Parlement européen, sur la Commission européenne et ailleurs.

Dans son discours de clôture, le vice-président de la Commission européenne a ainsi justifié la mort de cette réforme : « Nous devons respecter les dommages causés à la santé et à l'environnement, mais nous devons aussi garantir la disponibilité de substances chimiques [...] et la compétitivité de nos entreprises. »

Pour défendre leur santé, les travailleurs devront bien se défendre eux-mêmes.

Correspondant LO

Satys – Marseille : empoisonnés au travail

L'usine Satys, sous-traitante d'Airbus, située dans les quartiers Nord de Marseille, devait être démantelée, car elle avait pollué la nappe phréatique en déversant pendant des années différents solvants, dont le chrome 6, dans les égouts, exposant ainsi les ouvriers à toutes ces substances particulièrement nocives.

Le déménagement prévu a finalement été annulé. L'usine reste dans les quartiers Nord. Le préfet, qui avait ordonné l'arrêt de l'activité après la découverte de chrome 6 dans la nappe phréatique, est revenu sur sa décision, car Airbus veut ses pièces et il les aura. Mais personne ne veut

investir dans de nouvelles installations.

Quand ils apprirent que l'usine resterait sur place, les ouvriers furent d'autant plus consternés que les installations sont vieillissantes et tombent en panne continuellement. Ils doivent faire des miracles pour sortir la production coûte que coûte. Mais ils n'ont aucune garantie sur leur avenir, puisqu'Airbus cherche des solutions de rechange pour faire faire le travail ailleurs.

Après avoir usé les travailleurs jusqu'à la corde et les avoir empoisonnés à petit feu, Airbus s'apprête à les jeter dehors dès qu'il leur trouvera un remplaçant.

Correspondant LO



Bassin industriel de Saint-Nazaire : on y meurt plus jeune

Saint-Nazaire et l'estuaire de la Loire constituent un bassin industriel comprenant de fortes concentrations ouvrières, dans l'aéronautique, la construction navale, les ports et docks, la chimie ou l'agroalimentaire. Depuis longtemps, médecins et scientifiques y constatent des chiffres de mortalité alarmants.

Dans les dernières décennies, le scandale de l'amiante, que les industriels ont longtemps caché et nié, y a fait de nombreuses victimes. Mais, alors que l'exposition à l'amiante a cessé officiellement dans les années 1990, les chiffres de la mortalité ne s'améliorent pas, et même continuent de se dégrader.

Sous la pression de syndicats ouvriers et d'associations de quartier, des études statistiques ont été lancées. En 2021, elles révélaient une surmortalité de 28 % par cancers des hommes et des femmes de la région nazairienne, par rapport au chiffre national.

Il y a quelques jours, une étude de l'Observatoire régional de la santé (ORS) signalait que le taux de mortalité avant 65 ans des habitants de la région était supérieur à la moyenne nationale de 42 % pour les hommes et de 9 % pour les femmes.

Les pouvoirs publics, qui ne peuvent pas contester

ces chiffres, se disent incapables de les expliquer, sauf en évoquant le tabagisme et l'alcoolisme, alors même qu'ils sont dans l'impossibilité de le démontrer par une comparaison avec les chiffres nationaux.

Par contre, personne ne peut ignorer que des entreprises comme Airbus, Chantiers de l'Atlantique, Total, Cargill ou Yara et leurs sous-traitants sont d'importants émetteurs de polluants tels que les fumées de soudure, les particules fines et ultrafines, les métaux lourds (chrome 6, nickel), les solvants, les composés organiques volatils, la silice cristalline, l'ammoniac, les pesticides ou les raticides.

Et même si « l'effet cocktail » de ces substances – ce terme indiquant que les effets nocifs de ces polluants ne s'additionnent pas simplement, mais se multiplient – est pointé par les scientifiques, aucune étude sérieuse n'est envisagée pour le mesurer un tant soit peu.

Évidemment, les travailleurs des entreprises concernées sont les premières victimes de ces poisons, et ils le sont encore souvent une deuxième fois avec l'ensemble des riverains de ces sites industriels. Et cela alors même que, contrairement à des régions en cuvette comme celles de Grenoble ou de Toulouse, l'estuaire de la Loire est soumis aux vents de l'océan Atlantique qui

balayent régulièrement l'atmosphère.

Alors, faute de pouvoir étudier de près ces sources évidentes de pollution, l'ORS avait demandé aux industriels locaux de fournir des renseignements sur leurs potentielles émissions de polluants. Mais, bien que les patrons concernés aient pu, sans contrôle, affirmer ce qu'ils voulaient, même pas la moitié d'entre eux ont daigné répondre à ces questions.

Ce qui n'empêche pas la préfecture de Loire-Atlantique de renchérir et rechigner en affirmant que les 150 000 euros qu'aurait coûtés cette étude encore très fragmentaire, c'est vraiment beaucoup. Alors même qu'au regard des profits de ces entreprises – pour peu qu'elles y aient contribué – cela ne représente qu'une goutte de mazout !

Correspondant LO



Vue aérienne des Chantiers de l'Atlantique.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Kazakhstan: morts à la mine et profits

Le 28 octobre, un coup de grisou a dévasté la mine Kostenko, à Karaganda, capitale des houillères du Kazakhstan. Sur 252 mineurs se trouvant dans ses galeries, plus de 60 ne sont pas remontés.

Ce bilan surpasse celui de la précédente plus terrible catastrophe, qui avait fait 41 morts en 2006, au puits Lénine. Les données officielles concernant les quinze dernières années, qui n'enregistrent que les décès de cinq mineurs ou plus, en totalisaient déjà 120. C'est autant de mineurs sacrifiés sur l'autel des profits du grand capital occidental, qui possède ces mines. Dans ce cas, le géant britannique ArcelorMittal détient, outre Kostenko, sept autres mines de charbon, une unité d'enrichissement de minerai, diverses structures industrielles, plus le parc de trams de Temirtau, où se trouve son siège.

Il y a deux mois et demi, cinq travailleurs avaient trouvé la mort à Kazakhskaïa, une autre mine d'AMT (ArcelorMittalTemirtau). À la suite de quoi, AMT n'avait en rien renforcé une sécurité de toute façon quasi inexistante. Quant aux autorités, elles n'avaient même pas fait semblant de l'y contraindre, comme des parents de victimes viennent de le clamer à la face du président kazakh, Tokaev, arrivé sur place.

Celui-ci avait voulu se faire filmer en train de dire aux proches des mineurs : « Nous apporterons notre aide à vos familles, aucune ne sera laissée dans le besoin, je vous l'affirme. Nous

changerons la direction de l'entreprise. » Pas de chance pour lui, l'émotion n'arrivant pas à empêcher la colère, une femme en pleurs le coupa d'un : « Personne ne se préoccupe de la sécurité sous terre ». Une autre : « Après la catastrophe de Kazakhskaïa, on n'a rien changé », « Chaque jour, ils voient la mort en face ». Accusant Arcelor, une autre raconta : « Même quand il y avait des explosions au fond, AMT s'en fichait, il les forçait à descendre et à travailler. Et ils descendaient vers la mort. » Mais AMT n'était pas seul visé : « Les bureaucrates n'ont qu'à moins voler, alors tout se passera normalement. » Une voix dans la salle se permit même de menacer directement : « Le boomerang, ça existe. Ne l'oubliez pas ! »

Ces femmes, mères et



La mine d'ArcelorMittal.

sœurs de mineurs n'ont, elles, visiblement pas oublié à qui elles avaient à faire : Tokaev, le chef d'un régime policier de bureaucrates pillards et assassins d'ouvriers. En janvier 2022, confronté à la grève des ouvriers du pétrole et du gaz qui avait gagné de larges pans de la population, il n'avait pas pu briser ce soulèvement populaire sans faire appel aux paras et aux tanks de Poutine. Une intervention militaire russe qui avait fait pousser un ouf de soulagement à tous les

ArcelorMittal, Total, Exxon et autres grands trusts qui tirent d'énormes profits de la sueur et du sang des travailleurs du Kazakhstan

Dans la foulée de l'intervention militaire russe, le parrain de Tokaev, le bureaucrate mafieux en chef Nazarbaïev, avait été débarqué, pour donner l'impression d'un changement. La tête avait changé, pas le régime, ni ceux dont il protège les intérêts : les ArcelorMittal, Total, Exxon et tant d'autres.

Pierre Laffitte

États-Unis : victoire partielle d'une grève partielle

Après plus de quarante jours de grève de dizaines de milliers d'ouvriers de l'automobile, les patrons des trois grands constructeurs historiques (Ford, Stellantis, dont fait partie Chrysler, et General Motors) ont fait des offres, que la direction du syndicat UAW a acceptées.



Ces accords portent sur les nouveaux contrats de travail collectifs prévus pour les quatre années et demie prochaines. La grève continue tant qu'ils ne sont pas ratifiés par les 145 000 salariés adhérents de l'UAW dans ces trois entreprises, au cours de trois votes distincts, mêlant les ouvriers des usines en grève et ceux qui n'ont pas été appelés à s'y joindre par le syndicat.

Si un de ces accords était rejeté par les travailleurs, la grève continuerait dans cette entreprise.

L'UAW qualifie ces trois accords – similaires dans leurs grandes lignes – de « victoire historique ». Il est certain que, sans leur détermination, les grévistes n'auraient pas obtenu 11 % d'augmentation immédiate de leur salaire horaire ; avec la perspective qu'au bout

des quatre ans et demi du nouveau contrat l'augmentation, indemnité inflation comprise, sera autour de 30%. Il faut toutefois rappeler que l'inflation subie les deux années passées a été de 20%...

Les grévistes n'ont pas réussi à arracher l'abolition du statut dérogatoire, qui permet aux patrons de sous-payer les nouveaux embauchés et de diviser ainsi les travailleurs. Mais ils ont obtenu la réduction de la durée passée dans ce purgatoire avant de toucher une paye entière.

Autre élément à mettre au compte de la mobilisation : le syndicat a obtenu le droit d'appeler à la grève contre une fermeture d'usine. Auparavant, une telle grève aurait été considérée comme une rupture du contrat collectif, ce que l'UAW s'est bien gardé de faire lors des nombreuses fermetures d'usine de ces dernières années.

Ce qui a été gagné face à un patronat puissant, bien que la grève soit restée partielle à cause de la politique syndicale, montre la force bien réelle de la classe ouvrière aux États-Unis.

Lucien Détroit

La tactique syndicale et les potentialités de la grève

Si par « contrat record » l'UAW prétend que les ouvriers de l'automobile auraient récupéré toutes les concessions que le patronat leur avait imposées auparavant, ce n'est certainement pas la réalité.

La direction du syndicat n'a jamais proposé quoi que ce soit qui aurait pu amener les travailleurs à organiser leur propre grève. Elle s'est contentée de dire aux travailleurs où tenir des piquets de grève isolés, et seulement quelques heures par semaine.

Aucune réunion n'a été organisée pour permettre aux travailleurs de discuter et de prendre leurs propres décisions : quelles sont les choses les plus importantes pour lesquelles se battre ? Que peut-on accepter ou pas dans un contrat ? Doit-on empêcher les camions de traverser les piquets de grève ? Doit-on faire grève dans toutes les usines des trois entreprises ?

De nombreux travailleurs de l'automobile estiment qu'il aurait fallu une grève totale chez les trois constructeurs. Si les travailleurs de l'automobile avaient fait grève dans les trois en même temps, cela

aurait pu libérer une puissance telle qu'elle n'aurait pas pu être ignorée. Nous ne savons pas jusqu'où la grève aurait pu aller. Nous savons que, par le passé, les grèves des travailleurs de l'automobile ont servi de catalyseur à d'autres travailleurs et ont débouché sur des grèves qui se sont étendues à l'ensemble de la classe ouvrière. Nous savons que les travailleurs de nombreuses autres industries ont été enthousiasmés par la possibilité d'une grève dans l'automobile, espérant qu'elle se propagerait ailleurs.

Car les patrons, menés par les financiers de Wall Street, se battent ensemble en tant que classe. Il faut une lutte plus large et plus dynamique pour les ébranler, surtout maintenant que leur système est en crise. Si les travailleurs n'avaient pas été retenus par l'UAW, ils auraient pu, à tout le moins, acquérir de l'expérience pour les combats à venir. Il n'en reste pas moins que cette grève, aussi limitée soit-elle, témoigne de la volonté des travailleurs de remettre en cause ce système.

Extrait de *The Spark*, journal trotskyste des États-Unis, le 30 octobre